



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°285 (19 FÉVRIER 2023)

STRATÉGIE DU RN ET GUERRE EN UKRAINE

# LA STRATÉGIE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Depuis son échec à la présidentielle et son succès aux législatives, Marine Le Pen ne cesse de répéter que le Rassemblement national est la seule « *force d'alternance* » possible à Emmanuel Macron, qu'elle et ses troupes ont toutes les compétences pour prendre les rênes du pays en 2027. Pas question, donc, sur la réforme des retraites, d'appeler à l'insurrection sociale ou même de défilé dans les cortèges syndicaux, où les élus du Rassemblement national ne sont de toutes façons pas les bienvenus. La chef du RN mènera son combat d'abord à l'Assemblée nationale et dans les médias pour défendre son programme : maintien de l'âge légal de départ à 62 ans pour 42 annuités, arrêt de la réforme Touraine qui vise à augmenter le nombre de trimestres cotisés et retraite garantie à 60 ans pour les carrières longues.

Selon les chiffres de l'Ifop, 68 % des électeurs du Rassemblement national se disent révoltés, contre la réforme des retraites contre 48 % des Français. Et 71 % des électeurs de Marine Le Pen disent souhaiter une explosion sociale du type de celle des Gilets jaunes, contre 52 % des Français.

Néanmoins, afin de réussir à conforter sa base électorale très hostile à la réforme des retraites, sans pour autant grever ses chances de séduire de nouveaux électeurs ancrés à droite, hostiles aux grèves comme aux manifestations et pour qui l'allongement de la durée du travail peut être perçu comme une nécessité, Marine Le Pen poursuit sa stratégie de normalisation qui repose presque uniquement sur le travail parlementaire. Chaque député RN a été prié d'optimiser son emploi du temps pour occuper « *24 heures sur 24* » les bancs de l'Hémicycle durant les débats sur la réforme. Dans cette bataille, Marine Le Pen compte

donner de sa personne depuis l'hémicycle, où elle préside un groupe de 87 députés depuis les élections législatives de juin 2022. Deux défaites au second tour des législatives partielles le 29 janvier dernier ont amputé le groupe frontiste d'une députée, et empêché l'élection d'un autre, dans le Pas-de-Calais. 20.363 amendements ont été déposés sur le projet de loi examiné en séance depuis le 6 février. La Nupes en a déposé 17.910, dont elle a retiré une partie. Le RN pensant que la « *qualité* » prime sur la quantité 238, et aucun doublon. Au sein du groupe RN, certains considèrent que moins d'un amendement par député, lorsque l'on prétend concentrer ses forces sur la bataille à l'Assemblée, est insuffisant. Le parti justifie cette stratégie par le temps contraint d'examen du texte, et la nécessité d'aller jusqu'à un vote.

Dans une étude réalisée par YouGov pour Le HuffPost les 30 et 31 janvier, les sondés estiment à 25% que la Nupes incarne le mieux l'opposition à la réforme des retraites, 20% des sondés désignent le RN. Selon un sondage BVA/RTL, publié le 15 février, 44% des Français ont une bonne image de l'action des syndicats dans la réforme des retraite, 26% sont favorables aux politiques qui sont pour la réforme, 27% pour ceux qui sont résolument contre, comme LFI, tandis que le RN recueille 35% d'opinions favorables.

### **Béatrice Giblin :**

La stratégie de Marine Le Pen est connue depuis plus de dix ans. Elle consiste à normaliser et à dédiaboliser. C'était déjà un peu l'idée qu'avait eue Bruno Mégret dans les années 1990, mais il était alors trop tôt. C'est une stratégie qui a été pensée par le beau-frère de Mme Le Pen, Philippe Olivier. Elle porte visiblement des fruits.

La situation parlementaire est telle qu'on ne peut quasiment pas débattre à l'Assemblée. Marine Le Pen est consciente que cette assemblée sans majorité absolue est vue par les Français comme un endroit où les choses allaient se passer autrement. Dans sa logique de respectabilité, elle a fait très attention à ce que ses députés arrivent habillés avec soin (veste pour les femmes, cravate pour les hommes), et se tiennent bien. De même, les consignes visent à éviter l'invective. Il y a eu quelques dérapages, mais ils ont été assez vite contrôlés. Dans cette configuration parlementaire particulière, où l'on est bien en peine de dire ce que veut tel ou tel parti à propos de la réforme des retraites, on n'en fait pas trop du côté du RN. C'est la Nupes qui occupe tout l'espace médiatique, et cela semble bien arranger Mme Le Pen.

Ce qui serait plus gênant pour elle, ce serait une victoire des syndicats. Elle est possible, et nous verrons cela le 7 mars, mais pour le moment, il s'agit pour Marine Le Pen de démontrer que le RN respecte les institutions et affiche le plus grand sérieux. Son électorat est dans la rue et manifeste. Bien sûr, aucun élu RN ne s'affiche avec son écharpe dans les manifestations, mais ils n'en ont pas besoin. Leurs troupes sont dans la rue et gonflent les cortèges de ces villes de province, dont la taille étonne tout le monde. Pour ma part, je ne suis pas surprise de cette mobilisation, car je rappelle que c'est dans ces villes de province de moins de 10 000 habitants que Marine Le Pen fait ses meilleurs

scores électoraux. Cette mobilisation, que beaucoup imaginent favorable à la gauche, pourrait se révéler plutôt favorable à l'extrême-droite.

**Michel Eltchaninoff :**

Le RN peut paraître gêné par cette réformes des retraites et sa contestation : ses élus ne sont pas les bienvenus dans les cortèges, le groupe dépose peu d'amendements, et le projet de Mme Le Pen n'est pas clair. Pour autant, cette séquence politique favorise tout de même la stratégie globale du parti pour 2027 sur trois plans.

D'abord, d'un point de vue politique, il s'agit de se notabiliser, de passer pour une force modérée, voire centrale. Cela passe par deux fronts : accuser la formation présidentielle d'être le camp de l'injustice, et la Nupes d'être le camp du désordre. Marine Le Pen et son parti empruntent cette voie de plus en plus fréquemment : passer pour une force d'opposition modérée et raisonnable. J'ai par exemple été frappé il y a quelques jours en regardant Sébastien Chenu, l'un des vice-présidents du RN, calmer les parlementaires. Certes il était dans son rôle de vice-président de l'Assemblée nationale, mais tout de même, je ne pouvais m'empêcher de voir quelque chose de prémonitoire dans cette image : un RN qui serait l'arbitre de différentes oppositions.

Ensuite, d'un point de vue sociologique, il s'agit de gagner des voix chez ceux à qui le RN fait peur : classes aisées, électeurs LR, retraités, etc. Là encore, la notabilisation joue à plein, ainsi que l'image élégante et sérieuse des députés. Et puis, les idées portées par le RN gagnent petit à petit du terrain, et cela contribue à améliorer les scores électoraux. L'hégémonie culturelle qui s'est imposée sur les questions d'immigration et d'insécurité, de méfiance vis-à-vis de l'islam, de remise en cause de la mondialisation, tout ceci offre un espace de parole idéal pour Marine Le Pen.

Enfin, d'un point de vue idéologique, Mme Le Pen a réarticulé l'idéologie du RN pour incarner la « chaleur populaire », contre la « froideur du capitalisme

mondialisé ». On dit parfois qu'elle brouille les pistes, pour ma part, je crois qu'elle a simplement réorganisé son architecture idéologique. Le rejet des immigrés n'est plus présenté comme l'obsession centrale, c'est désormais vu comme l'une des conséquences de ce qu'elle cherche à installer dans les esprits : la promotion d'une espèce « décence commune » (pour paraphraser Orwell qu'elle cite volontiers). Il s'agit de vertus populaires : solidarité, décence (contre l'indécence supposée des élites). J'ai regardé les mots qu'elle utilise ces dernières semaines. « Humain » revient très souvent (par opposition à tout ce qui est technocratique). On l'entend également beaucoup employer « überisation de l'économie ». Dans l'image qu'elle présente, il y aurait un « mondialisme » qui « überiserait l'économie », remplaçant au passage les Français de souche par des immigrés. Face à cela, une France qui n'est « pas paresseuse » (autre expression qui revient beaucoup) et qui travaille dur.

Depuis quelques années, elle a fait de la xénophobie une des conséquences de la vision du monde qu'elle entend installer, et non plus la pierre angulaire du projet. Elle a encore quelques années pour achever d'installer cette image dans l'esprit des Français : un peuple laborieux, menacé par une mondialisation déshumanisée.

### **Isabelle de Gaulmyn :**

Il est étonnant de voir les deux stratégies d'opposition à l'Assemblée nationale, car elles sont contradictoires, mais se répondent presque trait pour trait. Du côté de LFI, la « bordélisation » (pour reprendre le mot du ministre de l'Intérieur). A l'autre extrême, la notabilisation du RN.

Dans la rue, si le RN ne peut pas rejoindre les cortèges, c'est parce que ceux-ci sont très bien tenus par les syndicats. On ne les laisse pas y prendre place, il n'y a pour le moment pas de « giletjaunisation » des manifestations. Mais ces syndicats qui « ordonnent » convenablement la rue n'ont pas réellement de correspondance dans la sphère politique.

Ne pouvant aller dans la rue, le RN joue donc à fond la carte du Parlement. Comme Michel, je suis étonnée en observant les dirigeants RN, comme M. Chenu ou Jean-Philippe Tanguy. On a l'impression que Marine Le Pen est en train de former une nouvelle génération d'hommes politiques. Est-elle en train de rendre cette formation d'extrême-droite compatible avec la démocratie ? C'est un vrai sujet, car elle parvient à donner à ses troupes toutes les apparences nécessaires.

Je suis très préoccupée par le fait que la majorité macroniste n'attaque absolument pas le RN, alors que ses arguments sont tout à fait en mesure d'être contestés. L'ennemi désigné, ce n'est que LFI et plus largement la Nupes. On laisse donc prospérer l'extrême-droite à l'Assemblée. Certes, le RN y est peu audible, tant l'espace est occupé par la Nupes.

Mais que la réforme des retraites passe ou non, elle laissera des traces politiques. Bénéficieront-elles à Mme Le Pen ? Il est encore un peu tôt pour le dire, mais la stratégie de normalisation se poursuit. Elle est à long terme, et ne peut pour le moment avoir lieu qu'à l'Assemblée.

### **Akram Belkaïd :**

Je suis entièrement d'accord à propos de la stratégie de notabilisation.

Reconnaissons que le sujet s'y prête. Le projet de loi qui agite l'Assemblée divise toute la société française et la polarise. Pour ma part, j'attends de voir comment cela se passera quand il s'agira d'autres sujets. Si l'on parle immigration par exemple, il n'est pas certain que les bonnes manières tiennent longtemps. Car pour faire corps avec son électorat, Mme Le Pen sera alors obligée de sortir du bois et de réellement dire ce qu'elle pense et ce qu'elle propose.

Je suis frappé par une tendance lourde, consistant à distinguer nettement Marine Le Pen de son père. On analyse le premier tour de l'élection de 2002 comme un accident. Or c'était le début d'une séquence d'ascension, qui s'est poursuivie ces vingt dernières années. Cette force politique a toujours existé en France, sous

divers avatars, et elle est aujourd'hui aux portes du pouvoir. En 2017, Mme Le Pen est arrivée au deuxième tour, en 2022 également, avec un succès notable aux législatives. Et on a l'impression que le reste de la classe politique espère que le phénomène va disparaître de lui-même. Tout se passe comme si personne ne réfléchissait sérieusement aux causes de la vigueur de ce mouvement. A mon sens, ce dernier repose sur plusieurs piliers. L'un d'entre eux est une colère qui existe dans ce pays depuis au moins vingt ans. Je me souviens d'un rapport du médiateur de la République il y a une dizaine d'années, qui mettait en garde la classe politique en parlant d'un sentiment sourd de colère au sein de la population française, en mesure d'être dirigé contre les institutions. Mais on continue comme d'habitude, on reste dans la politique politicienne.

J'entends que de plus en plus de gens sont outrés par la « bordélisation » parlementaire. En tant qu'observateur, cela me laisse un peu perplexe. De quoi parle-t-on ? Nous sommes en France, le pays de la parole politique « intense ». L'historien Bruno Fuligni a publié récemment un *Petit dictionnaire des injures politiques* (éd. Rocher, 2021). Il suffit de le parcourir pour relativiser le supposé « bordel » de l'Assemblée actuelle. Il n'y a pas si longtemps, on en venait aux mains, voire au duel. Je suis un peu étonné (et même assez navré) que ce thème du désordre prime sur la proposition politique des uns et des autres dans les commentaires.

### **Philippe Meyer :**

Il est vrai que les injures politiques sont une tradition française, et qu'elles étaient au moins aussi violentes voire davantage par le passé, mais il me semble qu'il y avait quelque chose d'une autre nature. On s'injurait, certes, mais dans un certain respect de l'institution. La solennité garantissait en quelque sorte que ces injures n'étaient qu'une saillie un peu théâtrale. Aujourd'hui, tant des députés de la Nupes ont voulu montrer qu'ils n'étaient pas tenus de se conformer aux traditions que leur langage est en quelque sorte potentialisé.

**Akram Belkaïd :**

Vous avez raison. Il me semble que l'on est récemment passé par deux moments importants. D'abord, cet espèce de paroxysme d'agressivité que nous vivons en ce moment ne me paraît pas étranger à la période dont nous sortons, la crise sanitaire et ses confinements. Elle a à mon avis généré d'incroyables tensions. Ensuite, je pense que nous assistons à l'arrivée d'une nouvelle génération. Si vous discutez avec des enseignants ou des cadres de ressources humaines, c'est exactement le même constat : une génération arrive qui n'a que faire des codes qui ont existé par le passé. Rien d'étonnant dès lors à ce que cela touche aussi l'Assemblée nationale.

**Isabelle de Gaulmyn :**

Les modes de communication, et notamment Twitter, y sont pour beaucoup également. Il est d'ailleurs intéressant de noter que LFI s'adresse aux plus jeunes. A l'Assemblée, ils s'expriment comme sur Twitter, et s'adressent davantage à des « followers » qu'à leurs collègues. Le RN au contraire parle à des gens plus âgés (et étant donné l'évolution démographique du pays, ce n'est pas idiot) et s'exprime autrement. Les stratégies sont différentes jusque dans le langage.

**Michel Eltchaninoff :**

Politiquement, si l'on s'en tient à la situation actuelle (mais n'oublions pas qu'il reste 4 ans avant l'élection présidentielle), Marine Le Pen a réussi à discréditer la Nupes en tant que force d'opposition principale. Le spectacle de l'obstruction, des insultes et des divisions chez les Insoumis contraste très fortement avec le calme et le sérieux affiché des députés RN (même si leurs propositions ne sont pas sérieuses). Cette représentation gagne du terrain chez nos concitoyens, et c'est dangereux, car parallèlement à cette image d'une France chaleureuse et

travailleuse, Mme Le Pen propose en tant que première mesure un référendum pour modifier la Constitution, et permettre de changer complètement le statut des citoyens d'origine étrangère. Il y a un double fond, très habile mais également très dangereux pour la démocratie. Ce rapprochement du RN avec la démocratie parlementaire est un leurre très habile, mais l'idéologie anti-démocratique est toujours là.

**Béatrice Giblin :**

Les élus RN ne peuvent effectivement pas manifester, mais ce n'est pas le cas de leur électorat. Ils sont très nombreux dans les cortèges. Je suis frappée par les commentaires, pour qui tous les manifestants contre cette réforme seraient de gauche. Que non ! Dans toutes ces petites villes s'installe une perception qui va infuser par le travail des élus RN, qui côtoient les préfets, les maires et les notables locaux au quotidien. Aujourd'hui, on ne peut plus boycotter un député RN, il est banalisé.

Il est vrai qu'il va y avoir le débat sur l'immigration, qui va forcer le RN à montrer ses vraies couleurs. Encore faudrait-il que l'on ait alors une gauche qui propose une alternative crédible, au lieu de rester dans l'invective. Car ne doutons pas que ce débat sur l'immigration sera le lieu de tous les amalgames, sur l'insécurité notamment. Il y a évidemment une responsabilité de la majorité macroniste, mais aussi de la gauche à cadrer le Rassemblement National.

**Philippe Meyer :**

Il y a une chambre d'écho médiatique aux propositions « en cravate » du RN : l'émission de Cyril Hanouna. Nous en avons encore eu une navrante illustration il y a peu, avec cette horrible affaire d'une petite fille assassinée, ou à propos du service public de radio / télévision. Sur ce plateau, pas de cravate, mais des propos absolument extrêmes.

**Isabelle de Gaulmyn :**

On pourrait également regarder ce qui se passe en Italie avec la stratégie de Giorgia Meloni, qui est un peu similaire. Notabilisation, « Hanounas italiens », débandade de Cinque Stelle (qu'on pourrait comparer à LFI sur plusieurs points), tout y est.

# UKRAINE : ENLISEMENT OU ESCALADE ?

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Alors que les combats redoublent d'intensité depuis fin janvier dans l'Est ukrainien, où l'armée russe est à l'offensive, Washington, Londres, Berlin et Varsovie ont donné leur feu vert à l'envoi de chars lourds à Kyiv. Une première pour les dirigeants occidentaux qui veulent soutenir l'Ukraine jusqu'au départ des forces russes, tout en évitant une « *escalade* » avec Moscou. Depuis le début de l'invasion russe, le 24 février 2022, ils ont d'abord consenti de livrer à l'Ukraine des armes « *défensives* », puis des systèmes antiaériens, puis de l'artillerie tractée, puis des transports de troupes blindés. Lors de sa tournée à Londres, Paris et Bruxelles, début février, le président Zelensky a demandé avec insistance des avions de combat et des missiles de longue portée. Plusieurs pays, dont la France ou les Pays-Bas, ne l'excluent pas.

L'ambassadeur russe à Berlin a pointé une volonté d'« *escalade permanente* » de l'Allemagne et des alliés, tandis que le Kremlin a dénoncé « *l'engagement direct* » de l'Occident dans le conflit. Le 25 janvier, devant le Bundestag, le chancelier allemand a affirmé : « *nous faisons ce qui est nécessaire et possible pour soutenir l'Ukraine, mais nous empêchons en même temps une escalade de la guerre, vers une guerre entre la Russie et l'OTAN* ». L'Elysée a également répété que, contrairement à ce que prétend Moscou, la livraison de chars de combat à l'Ukraine « *n'est pas escalatoire* », à partir du moment où Kyiv les utilise uniquement pour libérer ses territoires. Pour s'en assurer, les alliés imposent aux Ukrainiens un « cadre d'emploi » très strict de leurs matériels. Emmanuel Macron et Olaf Scholz, qui ont tout fait depuis onze mois pour maintenir un canal de communication avec le chef du Kremlin, ont admis que les pourparlers qu'ils appellent de leurs vœux lorsque les Ukrainiens y seront prêts

n'étaient pas à l'ordre du jour et que l'urgence ordonnait au contraire de renforcer leur soutien à Kyiv, sans entrer en guerre avec la Russie.

Après plusieurs mois de statu quo, plusieurs signes indiquent que la guerre s'apprête à entrer dans une nouvelle phase. Selon les renseignements occidentaux, cités par le *Financial Times*, « *la Russie amasse des avions et des hélicoptères près de la frontière avec l'Ukraine* », avant de lancer une vaste offensive. *The Guardian* évoque une « *phase cruciale* » du conflit. Il estime que « *l'envoi de plus de chars occidentaux ne signifie pas que la guerre est désormais presque finie. Elle va encore durer des mois, pour ne pas dire des années. Ce qui change, souligne le quotidien britannique, c'est que l'attitude des Occidentaux s'est durcie, et que les chars confèrent un avantage militaire à l'Ukraine qui pourrait être décisif* ».

Toutefois, selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, « *le taux de consommation de munitions par les Ukrainiens est plus élevé que le taux de production* » par les alliés. « *On estime que les troupes de Kyiv tirent quotidiennement plus de 5.000 obus d'artillerie* ». Quant à la Russie, elle tire « *en moyenne 20.000 pièces d'artillerie par jour* », soit « *l'équivalent de la production mensuelle européenne* », a averti la première ministre estonienne, Kaja Kallas.

## Kontildondit

---

### **Michel Eltchaninoff :**

Enlissement ? Oui, au sens où la guerre est partie pour durer longtemps, voire très longtemps, tout le monde l'a compris désormais. D'abord parce que les armées progressent très lentement, on l'a vu avec Marioupol et en ce moment avec Bakhmout. Cette ville (pourtant petite) est disputée depuis des mois. Si le conflit se prolonge ainsi, c'est également à cause de la détermination des adversaires. Vladimir Poutine prépare les Russes à cette guerre depuis au moins dix ans, avec son discours « *d'alternative civilisationnelle* » et « *d'Occident décadent* », avec la militarisation de la société, avec ce qui semble être un fantasme personnel concernant la seconde guerre mondiale qu'il s'agirait de répéter. Enfin, n'oublions pas que le poutinisme peut survivre à Poutine.

Du côté de l'agressé aussi, la guerre a commencé dès 2014. Les Ukrainiens veulent récupérer la totalité de leurs territoires souverains, y compris le Donbass et la Crimée. Ils payent le prix du sang depuis plusieurs années déjà.

Cette guerre va donc durer, mais je ne sais pas si le terme « d'enlissement » convient, car il suggère une accalmie, or il n'y a rien de tel en vue. Le conflit est de plus en plus dangereux, il y a des risques de déstabilisation en Biélorussie, en Moldavie, en Géorgie ... Cette guerre est partie pour durer des années.

Peut-on pour autant parler « d'escalade » ? C'est un terme qui est très repris ces temps-ci, notamment par ceux qui ont peur d'une extension du conflit, comme l'ancien ministre Pierre Lellouche ou l'avocat Arno Klarsfeld. On entend aussi des gens qui ont une sympathie pour le poutinisme (qu'ils soient de droite ou de gauche) se réveiller un peu médiatiquement. On associe alors ce terme d'escalade à « engrenage », à « risque nucléaire », on craint que la Russie ne s'attaque à ceux qui fournissent des armes à l'Ukraine (malgré le fait que

l'Ukraine est aidée depuis longtemps et que la Russie n'a attaqué aucun pays de l'OTAN). On craint enfin que l'Ukraine n'attaque la Russie, ce qui ne serait pas son intérêt puisque cela tarirait aussitôt l'aide occidentale.

Parler d'escalade est problématique, car il s'agit de replacer les choses dans le bon ordre. Ceux qui critiquent l'escalade craignent que Poutine ne s'en prenne à l'Europe et à l'OTAN. Ils oublient que le président russe a déclenché cette guerre en la qualifiant de « défensive » contre l'OTAN. L'un des arguments utilisés était le suivant : « *l'OTAN va installer des armes nucléaires en Ukraine, qui menaceront la Russie. Nous n'avons d'autre choix que de nous défendre* ».

L'OTAN est donc désigné depuis le début par Vladimir Poutine. Rappelons que la menace nucléaire est brandie depuis le début également. On se souvient de la phrase « *vous n'aurez même pas le temps de cligner des yeux* », adressée à Emmanuel Macron dès avant le début du conflit.

L'escalade a donc été faite depuis le début, et jusqu'au sommet, par Vladimir Poutine lui-même. Du côté ukrainien, il s'est plutôt agi d'un rattrapage.

Lentement, avec des hésitations, par paliers, on a fourni des armes à l'Ukraine pour lui permettre de se défendre, c'est à dire de survivre.

Je ne crois donc pas que le risque d'escalade vient du fait que l'Occident fournit des armes à l'Ukraine. Je crois qu'il s'agit d'un rattrapage progressif et lent (trop lent, peut-être ?) face à la véritable escalade, effectuée par la Russie de Vladimir Poutine.

### **Béatrice Giblin :**

Les buts de cette guerre ont changé au fur et à mesure. Dans les débuts, on entendait côté russe « *nous récupérerons la Crimée parce que nous n'aurions jamais dû la céder* ». Puis ce fut le Donbass. Quand l'invasion a été lancée le 24 février 2022, Vladimir Poutine comptait sur le fait que le régime de Kyiv tomberait en quelques jours, et qu'il pourrait installer à la place d'autres dirigeants pro-russes. Une fois que ce serait fait, le « problème » ukrainien serait réglé et on

pourrait s'en tenir là. L'Ukraine étant un « pays frère », il allait de soi qu'une majorité d'Ukrainiens serait pro-russe, et par conséquent l'affaire serait rapidement réglée.

Bien évidemment, les choses ne se sont pas du tout passé ainsi. La première surprise de Vladimir Poutine (et il faut bien l'avouer, du reste du monde) fut la résistance ukrainienne. Face à cela, le discours russe a commencé à changer. Il s'est agi dans ce deuxième temps de dire : « *nous devons au moins garder les oblasts de l'Est et la Crimée* ».

Nous sommes à présent dans un troisième moment. Désormais il s'agit d'une « *guerre civilisationnelle* » contre l'Occident. Dans le discours russe, il s'agit donc indéniablement d'une escalade. Et l'Occident n'a pas derrière lui l'ensemble du monde. La Chine ne suit pas, pas plus que l'Iran ou l'Inde, sans même parler des pays africains. Dans ces conditions, on aide l'Ukraine avec la plus grande prudence, afin de ne surtout pas attaquer directement la Russie. On est donc à la fois en escalade et en enlisement.

Il y a des enlisements à court terme, comme la raspoutitsa (« *le temps des mauvaises routes* », période de gadoue de plusieurs semaines à la suite des fortes pluies d'automne, ou du dégel du printemps), qui empêche les chars lourds de circuler. Il y a aussi des enlisements à plus long terme. Aujourd'hui, la ligne de front paraît fixée, les morts se comptent par millier pour des gains de territoire absolument dérisoires, rappelant les pires heures de la Première guerre mondiale. Si le front se stabilise ainsi, on parviendra peut-être à une accalmie (ne serait-ce que pour recharger ses armes), mais certainement pas à une paix. Si le discours anti-occidental d'escalade se poursuit, l'OTAN continuera de se renforcer, ainsi que les armées européennes. L'escalade militaire est là pour durer dans l'ensemble du territoire européen.

### **Akram Belkaïd :**

Je commencerai par faire référence à la loi de Murphy, souvent mal comprise en

France, où on la résume à tort comme « la loi de l'embêtement maximal ». En réalité la loi de Murphy dit que quand il y a un risque dans un système, au bout d'un moment, le problème va nécessairement se produire. C'est à cause de cette loi qu'on vérifie chaque pièce dans l'aéronautique par exemple. La loi de Murphy stipule également que plus un système est complexe, plus le risque est grand. Ici, nous sommes dans une phase de stagnation du front, qui a toutes les allures d'un enlèvement. Mais pendant ce temps, le système tout entier se complexifie. Quand on livre des batteries anti-aériennes, ce n'est pas anodin. De même, les chars fournis à l'Ukraine ne sont pas des armes purement défensives. On essaie de voir clairement où est la ligne rouge qui pourrait faire basculer la situation, c'est à dire entraîner directement dans le conflit les soutiens de l'Ukraine, à savoir les Européens et les Américains.

Cette ligne rouge est très visible à certains endroits : que se passera-t-il si le conflit déborde en Moldavie ? Que se passera-t-il au niveau des pays riverains du conflit ? Les Polonais ne cessent de répéter cette question. A ces endroits, il y a un risque réel d'escalade.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faut abandonner les Ukrainiens, mais il faut avoir conscience que les risques sont réels.

Il faut aussi prendre en compte que le temps qui passe est un facteur crucial d'évolution du conflit. Au bout d'un moment, les acteurs se fatiguent, ou bien la situation interne d'un des pays belligérants change. Même si le conflit n'a rien à voir, cela me fait par exemple penser à la guerre entre l'Irak et l'Iran au début des années 1980. On la compara à la première guerre mondiale en terme de férocité des combats (utilisation de gaz, etc.) Et ce conflit s'arrêta après huit ans d'une véritable boucherie, sans qu'aucun des combattants ne puisse prétendre à un gain quelconque. Je pense qu'il y a des similitudes avec l'Ukraine et sa ligne de front stabilisée. Cela peut rappeler aussi la Corée : pas de combat, mais pas de paix.

Le risque le plus inquiétant est celui d'un dérapage. Un incident qui pourrait

entraîner les soutiens occidentaux de l'Ukraine dans le conflit.

**Isabelle de Gaulmyn :**

Je suis d'accord avec Akram, je crains que l'escalade n'existe bel et bien des deux côtés. Le problème, c'est que les deux belligérants y ont intérêt. Côté russe, on comprend bien pourquoi, il s'agit de la guerre civilisationnelle. Mais l'Ukraine (et on comprend bien pourquoi, c'est sa survie même qui est en jeu), en demandant davantage de moyens aux pays occidentaux, ne cesse de complexifier le système. Elle a désormais des chars, il semble ce ne soit plus qu'une question de temps avant qu'elle ait des avions. Jusqu'où est-ce que cela ira ? On n'est pas à l'abri du dérapage qui entraîne tout le monde.

Dans les commentaires, je suis frappée par deux comparaisons. Il y a les pro-Poutine, qui comparent à la Première guerre mondiale, et les anti-Poutine qui comparent à Munich. Peut-être est-il temps de changer de logiciel de se dire que le conflit actuel n'est ni la Première guerre mondiale, ni la seconde, qu'il s'agit d'un événement autre qu'il faut considérer en tant que tel. Il faudrait peut-être déjà se poser la question des objectifs des uns et des autres, de ce à quoi pourrait ressembler l'après-guerre, de ce qui est acceptable ou non pour l'Occident, du point jusqu'auquel nous sommes prêts à soutenir l'Ukraine (sur la question de récupérer la Crimée par exemple). Car on risque un scénario à la syrienne : on pourrait finir avec une Russie décapitée qui parte dans tous les sens. En termes d'instabilité à l'Est de l'Europe, cela paraît tout de même très problématique. Nous devrions vraiment commencer à réfléchir à cela.

**Michel Eltchaninoff :**

A propos des risques de dérapage, rappelons qu'ils sont présents depuis le début du conflit. Souvenons—nous que la centrale nucléaire de Zaporijia avait été prise par les Russes peu après le début de l'invasion, et que tout le monde craignait un accident nucléaire. De même, un obus était tombé en Pologne, et tout le monde

a craint que cela ne déclenche l'article 5 du traité de l'OTAN (il s'est avéré que c'était un obus ukrainien et non russe). Les risques de dérapage ont toujours existé, ils sont grands et cette guerre est extrêmement dangereuse pour tout le monde, mais y en a-t-il vraiment des nouveaux ? Je n'en suis pas sûr.

C'est pour cela que nous n'avons pas intérêt à faiblir dans notre soutien à l'Ukraine, car le mouvement historique qui est à l'œuvre, et même si le terme paraît anachronique dans ce contexte, est celui d'une décolonisation. L'Ukraine est un pays qui a appartenu à l'empire russe puis à l'URSS, et qui veut aujourd'hui sa liberté. Et il n'est pas seul dans ce cas. Il s'agit d'un processus historique global, c'est pourquoi il est si difficile de dire à quoi pourrait ressembler l'après-guerre. C'est un mouvement qui va durer des années, avec un risque de désintégration (ou en tous cas de fortes tensions) au sein de la soi-disant « fédération » de Russie.

Je suis frappé de la vitesse à laquelle Vladimir Poutine a été débordé en un an. Il l'a été par sa droite, et notamment par l'armée privée de Wagner, et par son chef Evgueni Prigojine. Ce dernier ne parvient pas à conquérir Bakhmout, il aimerait le faire avant le discours de Poutine à l'Assemblée fédérale le 21 février prochain. Prigojine a des ambitions politiques, il s'estime plus efficace que l'armée régulière et aimerait occuper une position qui reflète cela. Une sorte de désordre politique commence à s'installer aujourd'hui en Russie. C'est encore balbutiant, mais je suis frappé de cette escalade politique à la droite du président russe.

### **Béatrice Giblin :**

D'autant plus que Prigojine dit : « *je n'arrive pas à avoir les troupes dont j'ai besoin. Lâchez donc vos prisonniers* ». Je pense que si on les lui donne pas, c'est parce que l'armée russe est en train de prendre conscience de la montée en puissance de cette milice privée, et des risques politiques qu'elle représente. C'est un moment décisif, car pour conquérir les quelques kilomètres carrés de Bakhmout on est prêt à sacrifier des quantités invraisemblables de vies

humaines.

Les risques de déstabilisation politique en Russie me paraissent tout de même limités à cause de la Chine . Pékin ne laissera pas s'installer un trop grand désordre politique chez son grand voisin. Ne perdons pas de vue que la Chine, qui s'est jusque là tenue à une distance prudente du conflit ukrainien, a tout de même un rôle important à jouer.